

Après les coups d'Etat au Burkina Faso et au Mali

Par Helmut Asche, Maria Grosz-Ngaté, Martin Harder, Christiane Kayser, Cornelius Oepen, Katja Werthmann-Kirscht pour le **comité VAD Sahel**
30 janvier 2022

Le dimanche 23 janvier 2022, - en l'espace de neuf mois - le quatrième pays de la région du Sahel a connu un coup d'État militaire : le Burkina Faso. Il a été précédé par ceux du Tchad, de la Guinée et du Mali, en Afrique centrale. Lors du premier coup au Tchad, deux militaires – fils et père -se sont succédé dans le cadre d'un régime militaire dictatorial. L'Union africaine et la France n'y ont rien trouvé à redire. En revanche, après le report des élections de cinq ans, la junte militaire au Mali, et avec elle le pays tout entier, ont été soumis à des sanctions dramatiques de la part de la communauté ouest-africaine CEDEAO et de l'UE : fermeture des frontières, du trafic aérien, coupure des paiements de la banque centrale ouest-africaine - comparable, de par sa portée, à une coupure du système de transfert d'argent SWIFT. Les sanctions peuvent être formellement légitimes dans le cadre d'une alliance avec des normes juridiquement contraignantes, mais pour plusieurs raisons elles ne sont certainement pas politiquement intelligentes, car elles sont immédiatement contre-productives et à long terme ne mènent à rien. Cela se manifeste directement par de fortes réactions "patriotiques", dirigées contre la CEDEAO et surtout contre la France, dans de nombreux secteurs de la population du Mali et des pays environnants.

Sur le fond, on peut comprendre la démarche de la CEDEAO. Parmi les organisations régionales africaines, elle est celle qui a remporté le plus de succès en mettant fin à des guerres civiles et en rappelant à l'ordre des chefs militaires ou des présidents qui ne voulaient pas quitter le pouvoir – la CEDEAO a travaillé sur le maintien de la paix et la résolution des conflits. Ces dernières années cependant, les problèmes menacent de la dépasser. Les sanctions sévères de la CEDEAO contre les dirigeants maliens s'expliquent par cela. Mais de nombreux habitants du Sahel les considèrent comme envahissantes et imposées par la France, l'ancienne puissance coloniale. Il y a un risque que les sanctions aboutissent à un effet contraire de celui pour lequel elles ont été conçues. Après tout, le coup d'Etat au Burkina Faso a eu lieu malgré les sanctions contre le Mali, qui étaient censées être dissuasives.

Pour mieux comprendre, il convient d'éclairer brièvement le contexte des crises persistantes au Sahel.

Les crises dans les pays du Sahel occidental ne sont pas nées en premier lieu de l'avancée du terrorisme islamiste, elles n'ont été que renforcées par lui. Ce qui est plus déterminant dans tous les pays concernés, c'est l'enrichissement personnel prolongé des élites politiques et leur ignorance des besoins du gros des populations. A cela s'ajoute le fait qu'elles n'ont pas pu, y compris avec un soutien international, endiguer la prolifération des groupes armés et garantir ne serait-ce qu'un semblant de sécurité de la population. Rien qu'au Burkina Faso, on compte aujourd'hui selon les chiffres officiels au moins 1,6 million de déplacés à l'intérieur du pays. Si les coups d'Etat démontrent une chose, c'est à quel point les crises ont des causes internes, même si les circonstances sont différentes dans chaque pays.

La communauté internationale – y compris l'Allemagne - doit désormais prendre des décisions à deux niveaux. L'un concerne les sanctions et l'objectif des exigences qui leur sont associées ; l'autre l'aide militaire - les mandats de la MINUSMA et de l'EUTM.

Des élections, et après ?

En apparence, il s'agit avant tout d'élections. La junte de Bamako était sous pression internationale d'organiser des élections en février 2022 et de se retirer ensuite. Le plus petit dénominateur commun des partenaires internationaux, y compris à Berlin, était le suivant : nous insistons sur des élections rapides et sur des "réformes".

Cette exigence était dès le départ totalement irréaliste. Au lieu de cela, le gouvernement militaire du Mali a commencé par essayer d'endiguer la corruption et a ensuite organisé toute une série de consultations politiques centrales et décentralisées. Il en est ressorti que les élections générales devaient être reportées et qu'une réforme de l'État devait être engagée d'ici là. Le fait que la junte ait décidé d'un report de cinq ans, que les résultats des consultations n'aient jusqu'ici pas été publiés et qu'un calendrier n'ait été que promis jusqu'à présent est critiquable, mais ne change rien au fait que dans cette situation, des consultations inclusives pour la stabilisation à l'intérieur sont plus utiles que des sanctions de l'extérieur.

Au Burkina Faso, des élections libres ont eu lieu en 2020 - du moins dans la partie du pays où il était possible de voter. Elles n'ont résolu aucun problème. Insister sur des élections "rapides" - que ce soit en Libye, au Mali ou au Soudan - n'a de sens que si la population voit des propositions claires sur des questions fondamentales concernant l'orientation du pays et si elle a littéralement le choix. Ce n'est pratiquement pas le cas, il s'agit essentiellement de poursuivre la même politique avec les mêmes protagonistes ou un léger échange de protagonistes.

Derrière l'exigence d'élections et de réformes se cache une conception de l'État largement inadaptée à la situation. L'Occident parle volontiers d'"États fragiles" en Afrique qui devraient se réformer. Outre le fait que ce discours ignore systématiquement les raisons extérieures de la fragilité politique et économique dont la politique européenne est en partie responsable (commerce, changement climatique, corruption), à l'intérieur, ces pays ne sont pas simplement fragiles. Des structures centrales pertinentes de l'État autrefois transférées par les puissances coloniales et vécues comme illégitimes par de nombreux citoyens ne sont plus existantes, se sont décomposées. Les instances des pays concernés sont effectivement incapables d'agir à cet égard, et c'est pourquoi les appels de l'extérieur n'ont plus guère de destinataire : qu'il s'agisse du Mali ou, avant cela, de la Somalie ou de la Libye, demander aux "élites" civiles ou militaires d'entreprendre des réformes démocratiques et de stabiliser des institutions faibles avec l'aide occidentale témoigne plutôt d'un manque de réalisme. Les observateurs ouest-africains considèrent la multiplication des coups d'État militaires ces derniers temps comme une tendance très inquiétante, mais l'attribuent essentiellement à la désillusion des populations vis-à-vis de leurs gouvernements. Il ne faut donc pas tomber dans la facilité : outre une légitimité formelle par le biais d'élections, tout gouvernement a avant tout besoin d'une légitimité par les résultats, qui se traduisent par une amélioration des conditions de vie de la population. Les communautés du Sahel doivent manifestement être reconstruites à partir de la base, dans une cascade inversée de négociations locales, régionales et centrales. Comme l'a montré avec succès l'expérience du Somaliland, elles doivent développer, avant même les institutions classiques, une nouvelle conception commune de l'État - un nouveau contrat social, un discours de cohabitation pacifique au sein de la communauté. C'est précisément la voie que semblent emprunter les sociétés civiles du Mali et du Burkina Faso - jusqu'à

négocier avec des groupes armés qui ne sont justement pas tous des ennemis "extérieurs" venus à moto de l'immensité du désert. L'Occident devrait soutenir les sociétés dans cette voie, mais dans la mesure exacte et avec les appuis qui y sont souhaitées, et non avec ceux qui découlent des slogans politiques à Paris, Bruxelles ou Berlin.

Continuer l'aide militaire ?

Ces efforts de longue haleine ne feront pas disparaître la dangereuse menace islamiste au Sahel. Le deuxième niveau de décision concerne donc la poursuite de la MINUSMA, d'EUTM et d'EUCAP, avec la participation de l'Allemagne.

Précisons d'emblée que la présence de mercenaires ou d'"instructeurs" russes au Mali ou ailleurs en Afrique est plus qu'un désagrément politique et humanitaire, mais ne constitue pas en soi une raison suffisante pour prendre une décision en la matière - c'est-à-dire pour retirer les troupes.

La MINUSMA et les missions de l'UE tentent depuis 2012 d'aider les pays du Sahel central à stabiliser leur situation sécuritaire et à former leurs troupes. Elles n'ont clairement pas réussi. Depuis deux ans, un groupe de travail de l'Association pour les sciences autour de l'Afrique en Allemagne (VAD) a fondamentalement critiqué les politiques et démarches existantes et a également démonté le prétendu nexus réussi entre le développement et la sécurité dépendante de l'aide extérieure dans ces pays. (www.vad-ev.de)

Notre analyse exclut d'emblée d'accueillir les militaires putschistes comme des sauveurs, bien qu'une grande partie de la population des trois pays, la Guinée, le Mali et le Burkina, semble le faire. On pourrait souhaiter des éléments de l'armée y aient pris le pouvoir, suivant l'exemple légendaire de l'officier Thomas Sankara ou du lieutenant d'aviation ghanéen Jerry Rawlings dans les années 1980, et qu'ils soient capables d'initier une politique progressiste, c'est-à-dire, entre autres, d'élargir les limites de l'arène des acteurs politiques établis, de permettre aux habitants des villages, aux femmes, aux jeunes de prendre des initiatives politiques et de s'engager ainsi sur la voie d'une démocratie durable. Rien de tout cela n'est sûr. Les nouveaux détenteurs du pouvoir devront être jugés sur leurs actes. Le chemin vers une démocratie qui fonctionne et même vers la stabilisation est long, et chaque pas dans cette direction doit d'autant plus être soutenu.

Les exigences à court terme, déjà résumées par notre groupe de chercheurs et chercheuses africanistes, sont donc évidentes. Dans le domaine purement militaire, elles impliquent que les militaires qui sont désormais au pouvoir à Bamako, Ouagadougou (et Ndjamen) soient prêts à court terme à réformer les institutions, à rendre les budgets militaires transparents et à mettre fin à la culture de l'impunité des actes de violence contre leurs propres populations. Ou, comme le dit Gilles Yabi du think tank ouest-africain Wathi :

« Il faut être réaliste : il n'y aura pas de renouvellement des élites politiques, militaires et administratives à court terme. Mais il faut que ça change un peu, et qu'on en finisse au moins avec la gouvernance hasardeuse du secteur de la défense et de la sécurité. En clair, arrêter de détourner et de gaspiller des ressources rares. »

Pour le reste, ce qui a été dit plus haut reste valable : la société civile doit se voir garantir - comme cela vient d'être le cas au Mali - l'espace politique (policy space) pour mener le dialogue national nécessaire à tous les niveaux sans restrictions (y compris de la liberté de la presse et des médias sociaux), pour définir ses propres priorités et les mettre en œuvre. Nous avons appelé cela le "renversement de la perspective des acteurs" - contrairement à ce qui se passe actuellement, ce sont les acteurs de l'intérieur des pays qui doivent décider. La garantie de sécurité pour cela peut également être donnée à court terme et formulée en

termes concrets. Elle devrait déterminer les décisions du parlement fédéral allemand en ce qui concerne les mandats pour l'armée allemande en mai 2022.

Enfin, le gouvernement fédéral et le parlement doivent décider si l'échec de la politique au Sahel les incite enfin à une stratégie politique qui ne navigue pas dans le sillage de la France, c'est-à-dire qui se démarque clairement du discours écrit à Paris sur le terrorisme en Afrique et des mauvaises décisions qui y ont été prises. Cela n'a malheureusement pas semblé possible jusqu'à présent. Même le contrat de coalition du nouveau gouvernement n'a consacré qu'un maigre paragraphe à l'Afrique. Les gouvernements fédéraux ont toujours subordonné leur politique africaine au bien supérieur de "l'axe Berlin-Paris" ou aux intérêts anglo-saxons - selon la sphère d'influence. Mais si ce que les africanistes du VAD, y compris nos collègues au Sahel, ont prédit comme étant la conséquence des politiques erronées sous l'hégémonie française - la chute des remparts qui empêchent la menace islamiste de s'infiltrer jusqu'aux côtes ouest-africaines - se réalise, alors il est temps de réfléchir et de décider de manière autonome à Berlin. Il sera désormais essentiel de savoir si, malgré le "dilemme français", le Berlin politique est prêt à penser fondamentalement différemment ou, du moins, à accepter des conseils politiques en dehors des sentiers battus.

Pour conclure, personne - ni les politiques ni les représentants de la société civile - ne peut garantir aujourd'hui que les propositions esquissées apporteront réellement une solution politique aux pays concernés. Ce qui est sûr, en revanche, c'est l'autre côté de la médaille : la poursuite de la politique actuelle ne mène à rien de bon.